



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



ARRÊTÉ TEMPORAIRE D'OCCUPATION DE VOIRIE
Et DE CIRCULATION AUX VEHICULES DE + DE 5 TONNES

Travaux de renforcement de fondations par micropieux
Rue Joseph Lambot

N° 2019/175

Le Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 09/09/2019 de la société SOLTECHNIC concernant des travaux de renforcement de fondation pour le compte de M. PULAI au 65, rue Joseph Lambot – 83143 LE VAL ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

Art 1 : Du 04.11.19 à 08h00 au 31.12.19 à 16h00 et par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à circuler avec des véhicules de + de 5 tonnes sur l'ensemble des voies emprunter pour accéder au chantier situé 65, rue Joseph Lambot (M. PULAI), avec un PTAC maximum autorisé de 19 tonnes.

Art 2 : Du 04.11.19 à 8h00 au 31.12.19 à 16h00 et par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses véhicules et engins aux abords du chantier situé 65, rue Joseph Lambot (M. PULAI), sans gêner la circulation des autres véhicules.

Art 3 : L'entreprise pétitionnaire s'engage à tenir à disposition une copie de l'arrêté sur le chantier et à mettre en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux.

Art 4 : L'entreprise pétitionnaire (ou la société mandatée par lui) s'engage à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et à maintenir et à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux.

Art 5 : L'entreprise pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

Art 6 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Art 7 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 11 SEP. 2019

par mail

Fait au Val, le 10 septembre 2019

Le Maire
Jérémy GIULIANO

